



# Assemblée générale

18 juin 2001  
Français  
Original: anglais

## Vingt-septième session extraordinaire

### Rapport du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants sur les travaux de sa troisième session\*

## Table des matières

| <i>Chapitre</i>  | <i>Paragraphes</i> | <i>Page</i> |
|--|--------------------|-------------|
| I. Introduction . . . . .  | 1–2                | 3           |
| II. Questions d'organisation . . . . .   | 3–7                | 3           |
| A. Ouverture et durée de la session . . . . .  | 3–4                | 3           |
| B. Bureau . . . . .  | 5                  | 3           |
| C. Adoption de l'ordre du jour . . . . .   | 6                  | 3           |
| D. Documentation . . . . .   | 7                  | 3           |
| III. Modalités d'organisation du processus préparatoire de la session extraordinaire .   | 8–10               | 4           |
| IV. Présentation et examen du rapport du Secrétaire général. . . . .   | 11                 | 4           |
| V. Examen des conclusions de la session extraordinaire . . . . .   | 12–13              | 4           |
| VI. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa troisième session. . . . .   | 14–16              | 5           |
| VII. Recommandations et décision du Comité préparatoire . . . . .  | 17–19              | 5           |
| A. Projet de résolution recommandé pour adoption par l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session . . . . .   | 17                 | 5           |
| B. Projet de décision que le Comité préparatoire recommande à l'Assemblée générale d'adopter à sa vingt-septième session extraordinaire . . . . .                | 18                 | 6           |
| C. Décision du Comité concernant la poursuite de l'examen du projet de conclusions de la vingt-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale . . . . . | 19                 | 7           |

\* Le présent document est une version provisoire du rapport du Comité préparatoire sur sa troisième session qui paraîtra en tant que *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session extraordinaire, Supplément No 2A* (A/S-27/2/Add.1).

Annexes

|     |   |    |
|-----|---|----|
| I.  | Résumé des débats du Groupe de travail sur les enfants et les conflits armés . . . . .                              | 8  |
| II. | Résumé des débats du Groupe de travail sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins<br>commerciales . . . . . | 10 |

## I. Introduction

1. Dans sa résolution 54/93 du 7 décembre 1999 l'Assemblée générale a décidé d'organiser en 2001 une session extraordinaire consacrée au suivi du Sommet mondial pour les enfants et de créer un comité préparatoire à composition non limitée chargé de préparer les décisions sur lesquelles débouchera la session. Elle a prié le Comité préparatoire de tenir une session d'organisation les 7 et 8 février 2000, une session de fond du 30 mai au 2 juin 2000, et de lui faire savoir combien de réunions lui seront nécessaires en 2001.

2. Au paragraphe 16 de sa résolution 55/26 du 20 novembre 2000, l'Assemblée générale a décidé de convoquer à New York, en 2001, deux sessions de fond du Comité préparatoire, l'une du 29 janvier au 2 février et l'autre du 11 au 15 juin.

## II. Questions d'organisation

### A. Ouverture et durée de la session

3. Le Comité préparatoire a tenu sa troisième session au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 11 au 15 juin 2001. Lors de cette session, il a tenu 10 séances plénières afin d'examiner les points inscrits à son ordre du jour et quatre réunions parallèles chargées d'examiner le point 5. L'une des séances plénières a été consacrée à deux discussions de groupe.

4. La session a été ouverte par la Présidente du Comité, Mme Patricia Durrant (Jamaïque) qui, après avoir prononcé un discours d'ouverture, a présenté le projet révisé de document « Un monde digne des enfants » [A/AC.256/CRP.6/Rev.2 et Rev.3 (Part I) et (Part II)]. La Vice-Présidente générale, Mme Louise Fréchette, a présenté le rapport du Secrétaire général intitulé « Nous, les enfants : examen de fin de décennie de la suite donnée au Sommet mondial pour les enfants » (A/S-27/3). La Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Mme Carol Bellamy, a également fait une déclaration.

### B. Bureau

5. La composition du Bureau du Comité est restée, lors de la troisième session, la même que pour la ses-

sion d'organisation et les deux premières sessions de fond, à savoir :

#### *Présidente*

Patricia **Durrant** (Jamaïque)

#### *Vice-Présidents*

Anwarul Karim **Chowdhury** (Bangladesh)

Hanns **Schumacher** (Allemagne)

Madina Ly **Tall** (Mali)

Lidija **Topic** (Bosnie-Herzégovine)

#### *Rapporteur*

Lors de la troisième séance de sa session d'organisation, le 7 février 2000, le Comité a nommé Rapporteur l'un de ses vice-présidents, Mme Lidija Topic (Bosnie-Herzégovine), Rapporteur.

## C. Adoption de l'ordre du jour

6. Lors de sa première séance, le 11 juin, le Comité a adopté l'ordre du jour provisoire de sa troisième session (A/AC.256/15) comme indiqué ci-après :

1. Ouverture de la session.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Organisation des travaux.
4. Modalités d'organisation du processus préparatoire de la session extraordinaire.
5. Présentation et examen du rapport du Secrétaire général.
6. Examen des documents finals de la session extraordinaire.
7. Adoption du rapport du Comité préparatoire sur les travaux de sa troisième session de fond.
8. Questions diverses.

## D. Documentation

7. À sa troisième session, le Comité était saisi des documents suivants :

a) Rapport du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants sur les travaux de sa deuxième session<sup>1</sup>;

b) Ordre du jour provisoire (A/AC.256/15);

c) Lettre datée du 23 janvier 2001, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies transmettant l'*Étude Machel 1996-2000* (A/55/749);

d) Lettre datée du 22 février 2001, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant divers documents publiés à l'occasion de la Conférence internationale sur les enfants touchés par la guerre, tenue à Winnipeg (Canada) du 10 au 17 septembre 2000 (A/AC.256/14);

e) Lettre datée du 7 juin 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent adjoint de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le rapport de la Conférence sur les enfants en Europe et en Asie centrale tenue à Berlin du 16 au 18 mai 2001 (A/AC.256/16 et Corr.1).

f) Projet de conclusions intitulé : Un monde digne des enfants [A/C.256/CRP.6/Rev.2 et Rev.3 (Part I) et (Part II)];

g) Programme de travail provisoire (A/A.256/CRP.9);

h) Projet de résolution intitulé « Modalités d'organisation des tables rondes de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants » (A/AC.256/L.13);

i) Projet de décision intitulé « présentation du document final du Forum des enfants à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants » (A/AC.256/L.14);

j) Projet de rapport du Comité préparatoire sur les travaux de sa troisième session (A/AC.256/L.15).

### III. Modalités d'organisation du processus préparatoire de la session extraordinaire

8. Trois réunions informelles ont été consacrées à l'organisation des tables rondes et à la participation des enfants et des adolescents à la session extraordinaire.

9. Le Comité a examiné le point 4 de son ordre du jour à sa 9e séance, le 15 juin 2001, et a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'adopter à sa cinquante-cinquième session le projet de résolution intitulé « Modalités d'organisation des tables rondes de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants » (voir chap. VII, sect. A).

10. Lors de la même séance, le Comité a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'adopter, lors de sa vingt-septième session extraordinaire, le projet de décision intitulé « Présentation du document final du Forum des enfants à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants » (voir chap. VII, sect. B).

### IV. Présentation et examen du rapport du Secrétaire général

11. Le Comité a examiné le point 5 de son ordre du jour lors de ses 1re, 2e, 4e, 5e et 6e séances tenues du 11 au 13 juin 2001. Des représentants d'États Membres, d'organismes des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales ont fait des déclarations au sujet du rapport du Secrétaire général. S. M. la Reine Rania Al-Abullah de Jordanie a prononcé un discours le 13 juin.

### V. Examen des conclusions de la session extraordinaire

12. Au titre du point 6 de son ordre du jour, le Comité a examiné lors de réunions officielles et officieuses qu'il a tenues du 11 au 15 juin et 2001, le projet de conclusions de la session extraordinaire intitulé « Un monde digne des enfants » [A/AC.256/CRP.6/Rev.2 et Rev.3 (Part I) et (Part II)] au sujet duquel les délégations ont formulé des observations et des suggestions.

13. À sa 10e séance, le 15 juin 2001, le Comité préparatoire a adopté une décision concernant la poursuite

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session extraordinaire, Supplément No 2 (A/S-27/2).

de l'examen du projet de document susmentionné (voir chap. VII, sect. C).

## **VI. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa troisième session**

14. À la 10<sup>e</sup> séance, le 15 juin 2001, M. Hanns Schumacher (Allemagne), Vice-Président du Comité, a présenté le projet de rapport du Comité sur les travaux de sa troisième session (A/AC.256/L.15).

15. Lors de la même séance, les présidents des deux groupes de travail ont brièvement présenté les conclusions des débats organisés dans le cadre de ces deux groupes de travail (voir annexes I et II).

16. À sa 10<sup>e</sup> séance, le Comité a adopté le projet de rapport sur les travaux de sa troisième session (A/AC.256/L.15) tel que modifié oralement.

## **VII. Recommandations et décision du Comité préparatoire**

### **A. Projet de résolution recommandé pour adoption par l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session\***

17. Le Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants recommande à l'Assemblée générale d'adopter, à sa cinquante-cinquième session, le projet de résolution suivant :

#### **Modalités d'organisation des tables rondes de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant ses résolutions 54/93 du 7 décembre 1999 et 55/26 du 20 novembre 2000*

\* Adopté par l'Assemblée générale à sa 104<sup>e</sup> séance plénière, le 22 juin 2001 (voir résolution 55/276 de l'Assemblée).

relatives aux préparatifs de la session extraordinaire consacrée aux enfants,

1. *Décide* que la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants comportera trois séances d'échanges prenant la forme de tables rondes;

2. *Décide également* d'adopter pour l'organisation de ces tables rondes les dispositions énoncées en annexe à la présente résolution;

3. *Décide en outre* que ces dispositions ne constitueront aucunement un précédent qui pourrait être invoqué lors d'autres sessions extraordinaires.

#### **Annexe**

1. Les tables rondes se tiendront comme suit :

Première table ronde : Mercredi 19 septembre 2001, de 15 heures à 18 h 30

Deuxième table ronde : Jeudi 20 septembre 2001, de 9 h 30 à 13 heures

Troisième table ronde : Vendredi 21 septembre 2001, de 9 h 30 à 13 heures

2. Le thème commun des trois tables rondes sera « Réaffirmation des engagements pris et action en faveur des enfants dans les 10 années à venir ».

3. Chacune des tables rondes sera placée sous la présidence de deux coprésidents. Il y aura donc six coprésidents au total, tous chefs d'État ou de gouvernement. Cinq des coprésidents seront choisis parmi les cinq groupes régionaux avant le 31 juillet 2001. Le sixième coprésident, qui sera le chef d'État du pays du Président de la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale, présidera la troisième table ronde.

4. Chacune des tables rondes pourra compter au maximum 71 participants, dont 66 environ seront des chefs de délégation des États Membres et cinq environ représenteront des observateurs et des entités des Nations Unies.

5. Lorsque les présidents des tables rondes auront été choisis, chaque groupe régional aura à déterminer lequel de ses membres participera à chacune des tables rondes, de manière à préserver une répartition géographique équitable avec une certaine souplesse.

6. Ainsi, pour chacune des tables rondes, et afin de préserver une certaine souplesse, le nombre maximum de participants de chaque groupe régional sera le suivant :

|   |                  |
|---|------------------|
| Groupe des États d'Afrique :                            | 18 États Membres |
| Groupe des États d'Asie :                               | 18 États Membres |
| Groupe des États d'Europe orientale :                   | 8 États Membres  |
| Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes :    | 12 États Membres |
| Groupe des États d'Europe occidentale et autres États : | 10 États Membres |

7. Les États Membres qui ne sont membres d'aucun des groupes régionaux pourront participer à la table ronde de leur choix.

8. Pour chaque table ronde, les participants qui ne sont pas des États Membres, représentant des observateurs et des entités des Nations Unies, seront choisis par le Président de l'Assemblée générale en consultation avec les États Membres. De plus, le Président de l'Assemblée générale, en consultation avec les coprésidents de chacune des tables rondes et avec les États Membres, choisira avant le 31 août 2001, selon une représentation équitable du point de vue de la parité et de la répartition géographique, deux délégués enfants, qui seront autorisés à faire chacun une brève déclaration liminaire sur le thème des tables rondes, dans la langue de leur choix.

9. Chaque chef de délégation assistant à une table ronde pourra être accompagné de deux conseillers.

10. Le Saint-Siège et la Suisse, en tant qu'États observateurs, et la Palestine, en tant qu'observateur, pourront également participer aux tables rondes selon une répartition à déterminer en consultation avec le Président de l'Assemblée générale.

11. Les coprésidents de chacune des tables rondes seront chargés de présenter oralement un résumé des échanges lors de la séance plénière qui conclura la session extraordinaire.

12. Les tables rondes ne seront ouvertes ni aux médias ni au public. Les délégués et les observateurs accrédités pourront suivre les échanges, télévisés en circuit fermé, depuis la salle d'accueil des spectateurs en surnombre.

## **B. Projet de décision que le Comité préparatoire recommande à l'Assemblée générale d'adopter à sa vingt-septième session extraordinaire**

18. Le Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants recommande à l'Assemblée générale d'adopter, à sa vingt-septième session extraordinaire, le projet de décision suivant :

### **Projet de décision III Présentation du document final du Forum des enfants à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants**

L'Assemblée générale, rappelant ses résolutions 54/93 du 7 décembre 1999 et 55/26 du 20 novembre 2000 relatives aux préparatifs de la session extraordinaire consacrée aux enfants, décide que :

a) Au moins deux enfants délégués de leur pays au Forum des enfants, qui doit se tenir à New York du 16 au 18 septembre 2001, parallèlement à la session extraordinaire, seront autorisés à présenter le document final du Forum en plénière de la session extraordinaire;

b) Ces enfants seront choisis par le Forum des enfants, en consultation avec le Président de l'Assemblée générale et les États Membres.

**C. Décision du Comité concernant  
la poursuite de l'examen du projet  
de conclusions de la vingt-septième  
session extraordinaire  
de l'Assemblée générale**

19. Le Comité préparatoire a décidé de poursuivre l'examen du projet de conclusion de la session extraordinaire de l'Assemblée générale et de prendre une décision à ce sujet lors de la reprise de sa troisième session.

## Annexe I

### Résumé des débats du Groupe de travail sur les enfants et les conflits armés

**Participants.** Le Groupe de travail était composé de : M. Olara Otunnu, Représentant spécial du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés (Président); M. Jean-Marie Guéhenno, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix; M. Gencer Oswaldo Cerón Santamaría, du Mouvement des enfants colombiens pour la paix; Mme María Marta Valladares, membre fondateur du Front Farabundo Martí de libération nationale (El Salvador) et membre du Parlement d'Amérique centrale; et M. Roger Laloupo, Directeur des affaires juridiques, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Dans leurs interventions, les participants de même que les membres de l'auditoire ont abordé une vaste gamme de questions concernant la protection des droits des enfants dans les conflits, les processus de paix et les scénarios pour les situations postérieures à des conflits, notamment :

**Les enfants soldats.** Le recrutement ou l'utilisation d'enfants par des forces des groupes armés devrait être considéré comme un crime de guerre et un crime contre l'humanité, et l'enlèvement d'enfants devrait être considéré comme une violation flagrante du droit humanitaire. Tous les enfants combattants devraient être démobilisés, désarmés et remis à des organismes de protection de l'enfance en vue de leur réintégration. La réinsertion des enfants soldats est essentielle et devrait être poursuivie durablement.

**Incorporation des droits des enfants dans les négociations de paix, les accords de paix et les opérations de maintien de la paix.** Les accords de paix ainsi que les mandats des opérations de maintien de la paix devraient tenir compte des droits et des besoins spécifiques des enfants en matière de protection. Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix a proposé la création d'un groupe de travail interinstitutions informel chargé d'évaluer les enseignements tirés des opérations de maintien de la paix en ce qui concerne la protection et les droits des enfants – y compris pour ce qui est des mandats et des effectifs des opérations – et d'examiner comment appuyer à l'avenir les efforts du Département des opérations de maintien de la paix en la matière, notamment dès le stade des négociations de paix. Un ancien responsable d'un groupe armé d'El Salvador, qui avait participé au processus de paix, a fait observer que les droits des enfants n'avaient pas été pris en compte de façon satisfaisante, que ce soit dans le processus de paix ou dans les accords de paix, et qu'ils n'étaient par conséquent toujours pas respectés comme il convient.

**Organisations régionales.** Le représentant de la CEDEAO a décrit des mesures concrètes destinées à tenir compte des droits des enfants dans les activités de prévention et de règlement des conflits de la CEDEAO. Ces activités devraient être plus largement appuyées et répétées dans d'autres situations.

**Participation des jeunes et des communautés locales.** Le représentant du Mouvement des enfants colombiens pour la paix a insisté sur le fait que les jeunes devraient participer aux processus de prise de décisions, aux efforts de réconciliation et de coexistence ainsi qu'aux négociations de paix. Le Représentant spécial du



Secrétaire général a souligné qu'il fallait travailler avec les communautés locales pour renforcer la protection des enfants dans les situations de conflit.

**Éducation.** L'éducation doit faire partie intégrante des programmes mis en oeuvre pour faire face à des situations d'urgence et être considérée comme une mesure destinée à prévenir le recrutement d'enfants soldats. Un enseignement primaire de qualité devrait être obligatoire et gratuit pour tous, comme le prévoit la Convention relative aux droits de l'enfant.

**Enfants déplacés.** Les participants ont reconnu que c'étaient les enfants déplacés qui étaient le plus exposés aux abus et qu'il faudrait par conséquent accorder une attention particulière à leurs besoins spécifiques. Ils ont également insisté sur l'importance de la recherche des familles et du regroupement familial des enfants seuls.

**La situation des filles.** Les participants ont insisté sur la situation particulière des filles, qui sont particulièrement victimes des conflits armés et davantage exposées que les garçons à des violations de leurs droits. Les questions à traiter concernent aussi bien le viol, l'exploitation sexuelle et la violence à l'égard des filles en temps de conflit que la réinsertion des filles soldats et des esclaves sexuelles.

**Protocole facultatif relatif à la participation des enfants dans les conflits armés.** Quatre-vingts États ont à ce jour signé le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la participation d'enfants aux conflits armés, mais seulement cinq l'ont ratifié, ce qui veut dire qu'à ce rythme, le nombre de dix ratifications nécessaire pour assurer l'entrée en vigueur du Protocole ne sera pas atteint avant la tenue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale. Les participants ont donc exhorté les États à ratifier le Protocole et à porter à 18 ans l'âge minimum d'incorporation volontaire.

De nombreuses délégations gouvernementales ont annoncé un soutien politique et financier en faveur des mesures destinées à venir en aide aux enfants victimes de conflits ainsi que pour attirer davantage l'attention sur le sort des enfants pris pour cible dans des situations de conflit. Des représentants d'organisations non gouvernementales et d'organisations de jeunes ont rappelé combien il importait que le document qui sera adopté à l'issue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale insiste énergiquement sur la protection des enfants dans les situations de conflit.

## Annexe II

### Résumé des débats du Groupe de travail sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales

Le débat a été animé par Mme Karin Landgren, chef de la Section de la protection de l'enfant de l'UNICEF, qui a déclaré, en présentant les membres du Groupe, qu'en dépit d'un consensus juridique international quant à l'illégalité de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, celle-ci constituait un grave problème et se développait.

M. Vitit Muntarbhorn a rappelé que s'il existait des instruments juridiques en la matière, leur mise en oeuvre laissait fortement à désirer. S'il est indispensable de faire de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales une infraction, les enfants qui en sont victimes ne devraient pas être pénalisés et devraient être accueillis dans des installations spécialement conçues.

Mme Nandi Msezane a lancé un appel afin que les jeunes participent pleinement à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et a fait référence à divers projets auxquels participaient des réseaux de jeunes ainsi qu'à la Déclaration adoptée lors de la Conférence de Manille en mai 2000.

Mme Cherry Kingsley a décrit différents types de vulnérabilité des enfants. Elle a insisté sur l'importance de la participation des enfants aux efforts menés, car cette participation les aidait à surmonter ce qu'ils avaient vécu.

Mme Claire Brisset a décrit la situation en France et regretté que l'Europe ne parle pas d'une seule voix au sujet de ce problème. Elle a insisté sur la nécessité d'aborder les aspects non commerciaux de l'exploitation sexuelle, principalement au sein des familles.

Mme Makiko Arima, représentante personnelle du Premier Ministre japonais, a brièvement décrit les mesures prises en prévision du deuxième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, qui se tiendra à Yokohama en décembre 2001, y compris la participation d'enfants et de jeunes. Elle a invité, de même que M. Akasaka, l'Ambassadeur du Japon, de même que les délégations à participer au Congrès.

Le représentant du Cameroun a déclaré que la pauvreté et la disparition de l'autorité parentale constituaient les principales causes d'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et insisté sur l'importance d'une formation des jeunes à cette question. Le représentant de la Suède a pour sa part insisté sur une coopération internationale et présenté un projet regroupant les États baltes, ainsi qu'un projet de lutte contre le trafic d'enfants, en coopération avec la Thaïlande et les Philippines. Le représentant d'une organisation norvégienne de la jeunesse a pris la parole au sujet du tourisme sexuel et a demandé que les enfants des pays en développement soient traités de la même façon que ceux des pays développés. Un représentant du Maroc a présenté la réunion régionale qui sera organisée sur cette question à Casablanca après la session extraordinaire de l'Assemblée générale.

Mme Landgren a remercié les membres du Groupe ainsi que les délégations de leurs contributions et de leur engagement. De nombreux intervenants qui étaient inscrits sur la liste des orateurs n'ont pas eu l'occasion de prendre la parole faute de temps.